



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- OGM
- Transport

GEOGRAPHIES

- Liban
- Polynésie

ORGANISATIONS

- Banque mondiale
- UNESCO

DEBATS SUR L'AIDE ■ Financing Development: Aid and Beyond ■ World Development Report 2008 ■ Foreign Aid and Economic Development in Postwar Lebanon

A NE PAS MANQUER ■ Les coulisses du commerce équitable : mensonges et vérités sur un petit business qui monte ■ Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA en 2007 : choc pétrolier et enjeux énergétiques ■ Que devrions-nous entendre par « politique de croissance » ?

Editorial

Le 8 mars : journée internationale de la femme

Si la décision d'organiser une journée internationale de la femme a été prise, sur l'initiative de Clara Zetkin (militante socialiste allemande) au Congrès de Copenhague en 1910, la date du 8 mars correspond à une journée de grève observée, en 1917, par les femmes de Saint-Petersbourg pour protester contre la guerre et la faim. La célébration de cette journée n'a été officialisée par les Nations unies qu'en 1977 non sans avoir proclamé en 1945, dans sa charte signée à San Francisco, l'égalité des sexes en tant que droit fondamental de la personne humaine. Il a donc fallu attendre longtemps pour que cette manifestation revête une dimension mondiale.

Lors de cette journée, la mobilisation de l'opinion publique internationale permet non seulement de faire le bilan de l'avancée des droits de la femme, mais également de réfléchir à son statut sur un plan universel. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que le rôle légitime qui revient à la femme dans le domaine politique est la condition *sine qua non* lui permettant de se protéger contre toutes formes de violences ou d'injustices. L'égalité des droits signifie aussi pour la femme la possibilité d'assumer, à parité, sa pleine responsabilité dans le développement économique, social et culturel du genre humain.

Hélas ! Le processus de réalisation des droits pour l'égalité entre les sexes ayant comme but l'émancipation de la femme s'avère être un chemin très long, semé d'embûches. Selon les Nations unies, la volonté de mise en place des instruments juridiques aidant à une évolution favorable de la condition féminine du point de vue du droit existe, mais « la violence contre les femmes et les filles, qui se manifeste de diverses façons selon le contexte historique, le milieu social et culturel et la situation économique, demeure de toute évidence une réalité dévastatrice dans toutes les régions du monde... ».

En dépit des progrès accomplis contre les injustices qui sont faites aux femmes dans le monde, au Nord comme au Sud, cette journée est un moment privilégié pour appeler à la vigilance et à l'action partout où cela est possible. Beaucoup reste à faire, notamment en matière de citoyenneté réelle, de droit du travail, de salaire, d'accès à la contraception... Dans la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, il est clairement énoncé : « Le développement complet d'un pays, le bien-être du monde et la cause de la paix demandent la participation maximale des femmes avec les hommes dans tous les domaines ».

HL

Défis mondiaux

OGM

L'ouvrage

OGM : quels risques ?

Testart, J., 2007, 120 p. - Cote A1.175

Des champs de maïs transgénique sont illégalement fauchés par des militants sous l'œil « gourmand » des caméras. Certains élus n'hésitent pas à se mettre hors la loi en déclarant leur collectivité « zone sans OGM ». L'opinion publique est en alerte. Du recul de la faim dans le monde à la fabrication de médicaments à bas coût, en passant par la fourniture d'énergies alternatives, les promesses des partisans des OGM ne sauraient laisser indifférent. La controverse sur la réalité du succès des premières expériences fait rage. Les uns parlent d'accomplissements et de signaux encourageants, ils invitent à la patience et à l'optimisme. Les autres soutiennent que ces processus sont impossibles à maîtriser et que l'homme ne saurait se substituer à la nature. Quand les détracteurs des OGM prétendent que ces derniers portent atteinte à la biodiversité, leurs défenseurs affirment le contraire... Qui croire ? C'est pour permettre à chacun de se forger sa propre opinion que cet ouvrage réunit sur ce sujet les avis de deux experts aux points de vue différents.

Le rapport web

Les biotechnologies dans la production végétale et le protocole de Carthagena sur la prévention des risques biotechnologiques - répercussions sur le commerce des céréales

FAO, 2007, 29 p.

Ce document a pour objectif de donner un aperçu sur les biotechnologies récentes dans la production végétale, en particulier les organismes génétiquement modifiés (OGM). Il examine les instruments internationaux pertinents dans ce domaine et souligne les problèmes et les incidences pour le commerce des céréales. Les biotechnologies récentes dans le secteur des cultures couvrent une gamme étendue d'instruments et de techniques moléculaires, notamment les marqueurs moléculaires, les techniques d'ADN recombiné, le génotypage et la génomique.

Dans le secteur agricole, ces techniques sont utilisées principalement pour surmonter des problèmes liés au rendement, à la productivité, à l'entreposage et à la transformation et elles offrent la possibilité d'améliorer en quantité et en qualité la production agricole à un rythme plus rapide avec un apport réduit d'intrants extérieurs. Le caractère prometteur et les possibilités qu'offrent les biotechnologies récentes se concrétisent lorsque les progrès dans ce secteur s'inscrivent dans un cadre de développement global et durable de l'agriculture.

L'article

Les plantes génétiquement modifiées peuvent-elles nourrir le Tiers monde ?

Dufumier, M. ; Beauval, V., Tiers Monde, n° 188, 2006, pp. 739-754

Sur les 6,5 milliards d'humains qui peuplent notre planète, 852 millions souffrent encore de la faim et plus de deux milliards sont victimes de carences nutritionnelles. Il s'agit pour l'essentiel de familles d'agriculteurs du Tiers Monde qui ne disposent généralement que de petites surfaces et d'un outillage manuel. Elles n'ont déjà pas pu mettre à profit les variétés à haut potentiel de rendement qui leur étaient autrefois proposées dans le cadre de la classique « révolution verte », du fait notamment de leur exigence en engrais chimiques et produits phytosanitaires onéreux. En permettant de réduire les coûts en intrants manufacturés, les plantes génétiquement modifiées (PGM) ne pourraient-elles donc pas les aider à accroître leurs revenus ? Outre la difficulté de maîtriser les risques environnementaux induits par l'utilisation de ces PGM, les agriculteurs doivent aussi faire face au surcoût résultant de l'emploi de ces variétés pour lesquelles les grandes compagnies semencières ont déposé des brevets. La mise au point des PGM a souvent exigé des investissements considérables et les sociétés multinationales qui en sont à l'origine s'efforcent logiquement d'en tirer quelques bénéfices, quitte à vendre les semences à un prix très élevé. Les PGM n'ont pas vraiment été conçues pour les paysans non solvables du Tiers Monde et ne semblent donc pas être en mesure d'y résoudre le problème de la faim.

Défis mondiaux

Transport

L'ouvrage

Estimation et évaluation des coûts de transport

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2007, 140 p. - Cote **U4.082**

Les données sur les coûts de construction et l'exploitation des installations sont essentielles pour l'évaluation des services d'infrastructures fournis par les opérateurs publics ou privés. Cette table ronde tente d'examiner les données qui sont nécessaires pour l'évaluation, les méthodes susceptibles de permettre de mesurer l'efficacité des services fournis et d'assurer une évaluation comparative efficace des prestataires, les effets des systèmes réglementaires sur les coûts. Comment les régulateurs remédient à l'asymétrie des informations. Ceux qui fournissent les données ont davantage tendance à servir des intérêts des entreprises que ceux des usagers.

Le rapport web

A Decade of Action in Transport: An Evaluation of World Bank Assistance to the Transport Sector, 1995–2005

World Bank, 2007, 212 p.

Au cours de la dernière décennie, les projets transports ont joué un rôle central dans le développement économique et la lutte contre la pauvreté. La stratégie de la Banque mondiale dans ce domaine s'est avérée particulièrement efficace, puisqu'elle a recueilli un large support en faveur de la construction et de la réhabilitation de connexions entre villes. Ceci a contribué au développement en faveur du secteur privé, à une amélioration constante des performances des projets, et a permis de dégager des éléments clés de politique urbaine, qui sont aujourd'hui toujours pertinents. Cependant, les politiques de transport doivent mettre davantage l'accent sur des questions transversales telles que les embouteillages, les risques environnementaux, la sécurité, l'efficacité et les questions de coût. La résolution de ces questions complexes se pose au niveau des Etats et au niveau mondial. Elle nécessite l'élabora-

L'AGENDA

- 7-8 février 2008 - Sommet de Delhi sur le développement durable, TERI, New Delhi, Inde
- 7-8 février 2008 - LEFT'08, discussion autour des défis actuels et des solutions proposées par les technologies émergentes, Ballpark sarl, Genève, Suisse
- 13-16 février 2008 - World Cities Conference on Cities Development, Porto Alegre, Brésil
- 21-22 février 2008 - 13ème conférence humanitaire « les enfants en danger », Webster University, Genève, Suisse
- 21-22 février 2008 - Ad Hoc Group of Experts on Energy Efficiency Investments for Climate Change mitigation, CEE/UN, Genève, Suisse
- 3 -5 mars 2008 - Forum mondial de l'OCDE sur l'éducation, Saint Domingue, République Dominicaine

tion d'une stratégie innovante et pourrait ainsi conduire la Banque mondiale à redéfinir les axes prioritaires de sa politique des transports.

L'article

The Significance of Transport Costs in Africa

Naude, W. ; Matthée, M., Policy Brief, n° 5, 2007, 9 p.

Le succès d'une politique d'exportation est largement tributaire de la baisse du coût des transports. Dans cet article, les auteurs posent un certain nombre de questions relatives au coût des transports en Afrique. Le coût des transports est-il déterminant pour le commerce ? Quelle est l'importance du coût des transports dans la pratique ? Enfin pourquoi le coût des transports est-il si élevé en Afrique ? Les auteurs étudient le choix d'un lieu d'implantation d'une entreprise par des exportateurs sud-africains pour illustrer le sens particulier que revêt le coût des transports intérieurs pour l'exportation de biens manufacturés. L'idée centrale de cet article est que le coût des transports internationaux en Afrique est beaucoup plus élevé que dans d'autres endroits du globe et que le coût des transports nationaux est tout aussi significatif. L'article tend par ailleurs à montrer dans quelle mesure le coût des transports intérieurs a une incidence sur le lieu de fabrication, la quantité et la diversification des produits manufacturés exportés.

Géographies

Liban

L'ouvrage

L'administration de l'enseignement public au Liban vue d'ailleurs

AL-Jammal, K., 2007, 357 p. - Cote **PLB.009**

Cet ouvrage a pour objet d'étudier l'administration de l'enseignement général public. Il est écrit pour ceux qui s'intéressent spécifiquement aux divers aspects de l'administration libanaise, notamment à l'éducation et d'un point de vue plus sociologique, à la construction sociale des dispositifs administratifs dans une société plurale. Ce livre analyse l'AEGPL comme administration critique (la société libanaise comme société critique). Comment l'AEGPL parvient-elle à se maintenir malgré toutes les critiques qui sont adressées à son modèle et aux modèles éducatifs et administratifs ? Comment parvient-elle à persister et à fonctionner en dépit de ses défauts structurels et organisationnels bien que les institutions scolaires et administratives ne soient pas dotées de locaux adéquats, de suffisamment de fonctionnaires qualifiés et d'équipements matériels ? Cette recherche explicite les différents facteurs qui permettent à cette administration de fonctionner. Le présent ouvrage tente également de proposer un prolongement au modèle boltanskien qui en constitue le cadre théorique. De ce livre, on pourrait dégager un régime d'action différent de ceux de l'agapè ou de la violence identifiés par L. Boltanski et L. Thévenot. Il s'agit, en effet, du « régime du tourbillonnement du soupçon et de la critique » qui concerne spécialement la collectivité libanaise...

Le rapport web

Profil pays Liban

FEMISE, 2006, 166 p.

L'objectif du Liban est de retrouver la place qu'il occupait au sein de la méditerranée avant la guerre. Après des années de guerre, il a dû faire face à une reconstruction difficile en essayant de conjuguer à la fois relance économique et maîtrise des équilibres macroéconomiques. Cette politique a engendré très rapidement un déficit public important et la tension sur les taux d'intérêt a accru le service de la dette. Grâce aux financements extérieurs, le gouvernement libanais parvient à desserrer l'étau de la

dette publique, bien que ce processus soit loin d'être achevé. En dépit des réformes économiques, le Liban n'est pas encore engagé dans le cycle d'une croissance durable. Les privatisations n'ont pas été menées à terme ou n'ont pas permis de renflouer les caisses de l'Etat. Il n'en demeure pas moins que le Liban semble s'inscrire dans un processus de globalisation avant même d'avoir restructuré son économie. Ceci lui vaut un appauvrissement continu de son industrie nationale. Le Liban ne peut donc prétendre se reposer sur des excédents commerciaux pour contrebalancer son déficit budgétaire. Il doit faire face à des déficits de plus en plus forts.

L'article

Développement et politique d'irrigation: analyse d'un aménagement hydraulique dans la plaine de la Bekaa

Blanc, P., *Villes et territoires du Moyen-Orient*, n° 2, 2006, 16 p.

L'irrigation est encore un des vecteurs de la valorisation des espaces agricoles et, partant, un outil de développement des aires rurales. Etant donné les vicissitudes que le Liban a connues depuis son indépendance, cette politique de mise en eau des espaces agricoles n'a pas été aussi massive que dans les autres pays de la région (Syrie, Irak, Egypte, Jordanie, Israël). Il en est résulté une appropriation incontrôlée des ressources en eau, en particulier les réserves souterraines qui sont abondantes au Liban. Mais ce contrôle sur l'eau se double semble-t-il d'un contrôle sur la terre, les propriétaires de forage faisant parfois de la mainmise foncière avant de louer des lots de terres irriguées. Pour casser ce pouvoir hydraulique et foncier, le Liban a lancé dans la Bekaa-ouest un programme d'irrigation, à partir du plus grand lac du pays. Mais si la rupture du monopole foncier et hydraulique des propriétaires de forage est envisageable avec ce projet, il est peu probable que celui-ci puisse introduire de forts changements, dans un sens positif, pour les populations agricoles oubliées depuis longtemps par les pouvoirs publics. Car le développement n'est pas qu'une histoire de tuyaux...

Géographies

Polynésie

L'ouvrage

Droit institutionnel de la Polynésie française

Moyrand, A., 2008, 374 p. - Cote J3.079

La Polynésie française, qui fut longtemps un TOM, est désormais une collectivité d'outre-mer dotée de l'autonomie. Cet ouvrage présente les institutions polynésiennes et le régime d'autonomie mis en place en 2004. La rigueur des analyses en fait un outil indispensable pour tous ceux qui souhaitent étudier de manière approfondie le droit d'outre-mer. Ce livre contient de nombreuses données, mises en perspective par une approche historique remarquée, dont la connaissance est incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à la vie politique en Polynésie.

Le rapport web

La perle de Tahiti

IEOM, 2006, 4 p.

La periculture occupe une place primordiale dans l'économie polynésienne. Premier secteur exportateur (71 % des exportations locales en valeur en 2004), elle fait vivre environ 5 000 personnes et a participé à l'aménagement du territoire en inversant les flux migratoires des îles éloignées vers Tahiti.

L'AGENDA

- 5-10 février 2008 - 2ème Salon africain de l'irrigation et du drainage, Ouagadougou, Burkina Faso
- 11-14 février 2008 - Gender, Water, Sanitation and Sustainable Livelihoods, Gaborone, Botswana
- 16-19 février 2008 - 7ème salon international de protection de l'environnement, du recyclage et des énergies nouvelles, Iran
- 25-28 février 2008 - Congrès de l'Association Africaine de l'Eau, Cotonou, Bénin
- 26-27 février 2008 - Capital Market Reform in Asia, table ronde, Banque asiatique de développement, Tokyo, Japon
- 1er-5 mars 2008 - 29ème conférence régionale pour le Proche Orient, NERC, FAO, Le Caire, Egypte

L'article

Traversées océaniques

Spitz, C., Multitudes, n° 30, 2007

Selon l'auteur, les Polynésiens continuent aujourd'hui encore d'être réduits au mythe du bon sauvage, effaçant ainsi une histoire qui intégrerait les Polynésiens dans l'humanité. Il est ainsi essentiel de reconsidérer la mémoire officielle angélique, du moins salvatrice, protectrice, civilisatrice, pour restituer l'Histoire telle qu'elle est. Humaine. Parler l'Histoire dans son humanité obligerait à accepter une Histoire de femmes et d'hommes dans leurs grandeurs comme dans leurs petitesse : noirceurs et lumières, trahisons et fidélités, boues et espérances, violences et générosités, haines et compassions. Parler l'Histoire du côté des Polynésiens obligerait à déconstruire plus de deux cents ans d'un discours dominant, d'une pensée impérialiste, d'une occupation illégitime. Parler l'Histoire dans son entier obligerait à remettre en question toutes les théories qui ont encore cours aujourd'hui, qui voudraient nous faire accroire que la civilisation ne se décline qu'occidentale, que le progrès ne se conjugue que matériel, que l'avenir ne se compose que mondial.

Organisations

Banque mondiale

L'ouvrage

A guide to The World Bank

Banque mondiale, 2007, 247 p. - Cote F3.023

Ce guide est le document de référence des cinq établissements qui composent le groupe Banque mondiale : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBRD), l'Association de développement international (IDA), la Société financière internationale (IFC), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des conflits des investissements (ICSID). Il permet une vue d'ensemble sur l'histoire, l'organisation, la mission et les objectifs de la Banque mondiale. Ce guide décrit les opérations de la Banque mondiale en donnant une brève vue d'ensemble des politiques, des projets et des procédures de l'institution. Une introduction aux ressources mises à disposition par la Banque mondiale pour aider le lecteur à comprendre et consulter les différents types de documents, les statistiques et les rapports diffusés par la Banque mondiale, ainsi que les documents mis en ligne sur son site Web. Dans un des chapitres, on trouve l'inventaire d'un certain nombre de questions traitées en économie du développement et auxquelles la Banque mondiale tente d'apporter une réponse. Un autre chapitre est consacré à l'organisation des différentes unités qui composent le groupe dont la mission d'aider à la réduction de la pauvreté.

Le rapport web

Investissement dans l'hydraulique agricole en vue de la réduction de la pauvreté et de la croissance en Afrique subsaharienne

Banque mondiale, 2007, 93 p.

Ce rapport de synthèse a été préparé sur la base d'études détaillées et d'autres sources qui ont servi de point de départ à un processus de discussion et de prise de décision visant à accroître les investissements dans le secteur de l'hydraulique agricole en Afrique subsaharienne. Le rap-

port reprend les points de vue consolidés des agences préoccupées par la façon d'améliorer l'efficacité du développement de l'hydraulique agricole dans la région et d'accroître de ce fait les niveaux d'investissements. Le rapport analyse la contribution apportée à ce jour par la gestion de l'hydraulique agricole à la réduction de la pauvreté et à la croissance dans la région, les raisons de sa lente expansion et des résultats apparemment pauvres qui ont été enregistrés. Il explique les moyens par lesquels l'accroissement des investissements dans la gestion de l'hydraulique agricole pourrait contribuer durablement à la réduction de la pauvreté et à l'augmentation de la croissance.

L'article

Un exposé fondé sur les indicateurs du développement en Afrique 2006 : des promesses aux résultats

Banque mondiale, 2006, 21 p. - Cote ZAS.067

Cet exposé dresse un bilan des résultats obtenus par les pays et les bailleurs de fonds en 2005. Les tableaux comprennent les grands indicateurs de développement pour les années 1980 à 2004 (ODM, secteur privé, agriculture, développement rural, commerce, lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme, infrastructures). L'exposé reflète à la fois l'ampleur de la tâche à accomplir et la force de l'action menée, tout en lançant un avertissement clair sur la nécessité de donner suite aux promesses si l'on entend réaliser les objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015.

Organisations

UNESCO

L'ouvrage

L'action normative à l'Unesco : élaboration de règles internationales sur l'éducation, la science et la culture : essais à l'occasion du 60e anniversaire de l'UNESCO

UNESCO, 2007, 453 p. - **Cote R2.106**

L'élaboration de règles internationales est l'une des principales fonctions de l'UNESCO. C'est en même temps un outil important pour la réalisation des buts de l'Organisation pour lesquels elle a été créée. Outre les conventions et les recommandations, les déclarations adoptées par la Conférence générale promulguent un ensemble de principes et de normes devant guider l'action des États membres dans un domaine d'activité précis. Le premier volume de cet ouvrage en deux tomes sur l'action normative de l'UNESCO contient les actes du colloque organisé à l'occasion du 60ème anniversaire de l'Organisation. Les thèmes développés dans *Élaboration de règles internationales sur l'éducation, la science et la culture* couvrent les méthodes d'élaboration et de mise en œuvre, les objectifs constitutionnels et les obligations légales, la collaboration internationale, et les aboutissements.

Le rapport web

Rapport de l'UNESCO sur la science

EL Tayeb, M., 2006, 292 p.

Le Rapport de l'UNESCO sur la science rend compte de l'état de la science dans le monde à travers le regard d'une équipe d'experts indépendants. Une série d'essais informatifs et suscitant la réflexion indiquent et analysent les tendances émergentes de la recherche et de l'enseignement supérieur. Chaque chapitre décrit comment la recherche et le développement sont organisés dans une région ou un pays donné. Qui fait de la recherche et développement aujourd'hui ? Où et avec quels moyens ? Quelles sont les nouvelles priorités ? Faisant autorité et

L'AGENDA

- 7 février 2008 - Commission on Trade in Goods and Services and Commodities, CNUCED, Genève, Suisse
- 9 février 2008 - Réunion du G7, Tokyo, Japon
- 11-15 février 2008 - Conférence de l'OMS sur le tabac, OMS, Genève, Suisse
- 18 février-7 mars 2008 - Committee on the Elimination of Racial Discrimination, HCDH, Genève, Suisse
- 21-22 février 2008 - Forum mondial sur la concurrence, OCDE, Paris, France
- 28-29 février 2008 - Banques et développement, Rôle du secteur public et du secteur privé. Table ronde organisée avec le Forum économique mondial (FEM), Genève, Suisse

d'une lecture aisée, le rapport de l'UNESCO sur la science constitue un inestimable recueil de faits, de chiffres et d'analyses pour tous ceux qui désirent comprendre comment les questions actuelles façonnent la science.

L'article

L'UNESCO et les villes partenaires

UNESCO, 2008, 23 p.

L'UNESCO appuie l'action des villes et des autorités locales dans les domaines politique, social, économique et culturel. Cette coopération agit en catalyseur d'une modernisation à visage humain. Le système de collaboration repose sur l'approche intersectorielle de l'UNESCO qui englobe les dimensions éducative, scientifique (sciences naturelles et sociales) et culturelle des problèmes auxquels sont confrontés les villes et gouvernements locaux. Il tente ainsi d'apporter des solutions aux questions complexes posées par l'urbanisation croissante à travers le monde.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Financing Development: Aid and Beyond

OECD, 2007, 152 p. - Cote R3.162

L'aide au développement ne peut suffire au financement du développement. De nouveaux acteurs et de nouvelles sources de financement sont apparus comme des compléments essentiels. L'émergence d'une multiplicité de nouvelles possibilités de financement constitue une opportunité pour les pays en développement, mais elle comporte un certain nombre de défis. Les auteurs de cet ouvrage procèdent à l'évaluation des différents aspects des mutations en cours dans l'architecture du financement du développement international. Il en résulte un large éventail d'implications tant pour les politiques des bailleurs que pour les bénéficiaires. Tandis que les praticiens des pays en développement doivent tirer le meilleur parti des nouvelles possibilités de financement, les bailleurs doivent se repositionner différemment au sein du système. Cet ouvrage étudie en profondeur cette évolution systémique.

Le rapport web

World Development Report 2008

The World Bank, 2007, 386 p. - Cote BM.AA-2

Le nouveau Rapport sur le développement dans le monde 2008 préconise d'investir davantage dans l'agriculture dans les pays en développement. Le rapport recommande de placer ce secteur au centre des efforts de développement pour pouvoir atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population vivant dans une extrême pauvreté et souffrant de la faim. Alors que 75 % de la population pauvre mondiale vit dans les espaces ruraux, seulement 4 % de l'aide publique au développement va à l'agriculture dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, région fortement tributaire de l'agriculture pour sa croissance, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture ne représentent que 4 % des dépenses publiques totales et la charge fiscale reste relativement lourde dans ce secteur. Pour les populations les plus pauvres, une augmentation déterminée du PIB contribue environ quatre fois plus efficacement à faire reculer la pauvreté lorsque cette augmentation vient de l'agriculture et non d'un autre secteur.

L'AGENDA

- 7 février 2008 – World Sustainable Development Forum, New Delhi, Inde
- 12 février 2008 - Journée internationale des enfants soldats
- 25-29 février 2008 - Partenariat et bonne gouvernance pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique, Cotonou, Bénin
- 28-29 février 2008 - Banques et développement, rôle du secteur public et du secteur privé - Le Forum économique mondial (FEM), Genève, Suisse
- 7-9 mars 2008 - Première réunion plénière du groupe Efficacité de l'aide, OCDE-CAD, Paris, France

L'article

Foreign Aid and Economic Development in Postwar Lebanon

Ghassan, D., 2007, 13 p.

Cet article tente d'expliquer que l'aide extérieure apportée au Liban à l'issue de la guerre a connu deux phases bien distinctes compte tenu de l'important dispositif post-conflit mis en place. Durant la première phase de 1992-1997, cette aide a principalement été utilisée pour libérer les ressources nécessaires aux projets de reconstruction. A partir de 1997, la deuxième phase de l'aide étrangère devait permettre à l'économie libanaise d'atteindre la stabilité financière, notamment l'équilibre de la balance des paiements. Ce processus a permis au gouvernement libanais d'intervenir sur le marchés des devises pour arriver à un solde excédentaire de la balance des paiements. Des taux d'intérêt réduits devaient permettre au gouvernement de ce pays de faire face à la dette publique par des emprunts auprès de banques locales ou d'investisseurs étrangers. Ce type d'aide a permis au Liban d'éviter une crise financière et de faire face à une pénurie de devises en 2002. Cependant et en dépit des avantages qu'il offrait en terme de gestion fiscale, ce système a entraîné un « mauvais » usage des fonds destinés à la reconstruction et une plus grande dépendance du Liban à l'égard de l'aide étrangère pour assurer sa stabilité économique.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Les coulisses du commerce équitable : mensonges et vérités sur un petit business qui monte

Jacquiau, C., 2006, 476 p. - **Cote C2.106**

Le concept de commerce équitable repose sur un triple engagement, celui des producteurs et des consommateurs arbitré par de nouveaux intermédiaires, les « acteurs » de l'équitable ; les consommateurs paient « un peu plus cher » un produit acheté à un prix supérieur aux cours mondiaux pour assurer un revenu décent aux petits producteurs du Sud. Les acteurs veillent au respect des normes sociales et environnementales. Les organisations relais et entreprises qui font de l'équitable tiennent-elles leurs engagements ? Qui est vraiment gagnant ? Répondre à ces questions, c'est éclairer d'un jour cru un aspect que certains « commerçants de la bonne conscience » aimeraient tenir secret. Initié par le militantisme citoyen, largement instrumentalisé par les bureaux de marketing, le commerce équitable a été récupéré par les marchands d'illusion. En se donnant à la grande distribution et à quelques transnationales en quête d'honorabilité, les adeptes de la marchandisation de l'équitable ont ouvert la boîte de Pandore. Christian Jacquiau a mené l'enquête pendant deux ans. Il nous invite dans l'arrière-boutique d'un secteur méconnu et nous dévoile les dérives et abus commis au nom de l'équitable. (l'Editeur)

Le rapport web

Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA en 2007 : choc pétrolier et enjeux énergétiques

Banque Centrale des Etats de L'Afrique de L'Ouest, 2007, 105 p.

Dans ce rapport, la BCEAO souligne que les pays de la zone ont été très affectés par le « choc » pétrolier, à l'exception de la Côte d'Ivoire, pays producteur. Celui-ci est intervenu dans un contexte de faiblesse des cours des matières premières que ces pays exportent, notamment le coton. En 2006, seuls le Bénin et le Togo ont enregistré une hausse de leur PIB, tandis qu'il a stagné en Côte d'Ivoire et baissé dans les autres pays. Les subventions aux entreprises du secteur de l'énergie et les transferts aux filières agricoles en difficultés, notamment celle du coton au Bénin, au Burkina, au Mali et au Togo, ainsi qu'à la branche des produits chimiques au Sénégal augmente globalement de 28,8 % pour

se situer à 474 milliards de FCFA soit le niveau le plus haut jamais atteint au cours des dix dernières années. La facture pétrolière s'est considérablement alourdie en 2006 pour avoisiner 32 % des importations totales contre à peine 19 % en 2002. Pour 2007, les perspectives de croissance reposent principalement sur le secteur agricole et la restructuration des filières en difficultés est nécessaire, notamment le coton dans l'ensemble de la zone, l'arachide au Sénégal. Des réformes sont également attendues d'urgence dans le secteur secondaire, notamment les Industries chimiques du Sénégal et les entreprises opérant dans les hydrocarbures et l'électricité.

L'article

Que devrions-nous entendre par « politique de croissance » ?

Solow, R.-M., Revue de l'OFCE, n° 102, 2007, pp. 101-108

Pour diverses raisons, la théorie de la croissance moderne, néo-classique, a centré son attention sur une croissance exponentielle à l'état stationnaire. La fonction principale d'un modèle semble être alors de déterminer ou d'« expliquer » le taux de croissance de long terme. À cette fin, des hypothèses particulières sont introduites dont le seul but réel est de garantir l'existence d'un ou plusieurs états stationnaires exponentiels. La raison originelle en est rapidement oubliée et l'hypothèse introduite pour des raisons de commodité devient standard. Ce schéma d'analyse est inutile et, plus grave encore, source d'erreurs pour la théorie et la politique économique. Il semble plus naturel de définir comme « politique de croissance » tout ce qui élève de façon permanente le sentier de croissance corrigé du cycle de l'économie, même s'il ne s'agit que d'ajouter un pourcentage constant au sentier existant. Le point le plus important est qu'une fois la théorie économique émancipée du besoin de générer des sentiers de croissance exponentiels et des moyens d'en accroître plus encore la pente, alors la voie est ouverte à des choix plus discriminants d'hypothèses, guidés davantage par la pertinence empirique que par des artifices de commodité...

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Eau / conflits, SIDA
- GEOGRAPHIES : Afghanistan, Zimbabwe
- ORGANISATIONS : OTAN, CEDEAO

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagogflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Hadj LAKHAL, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43